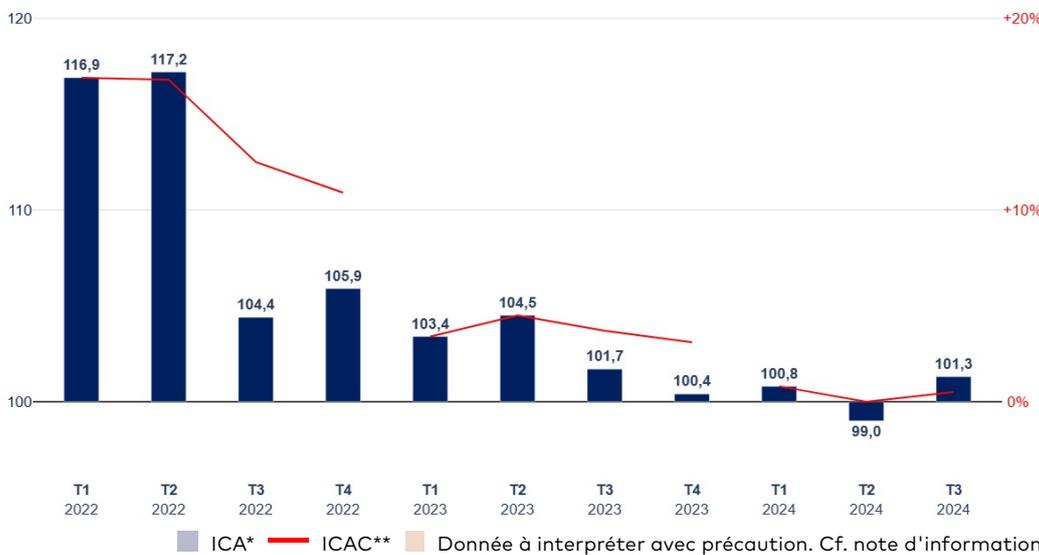


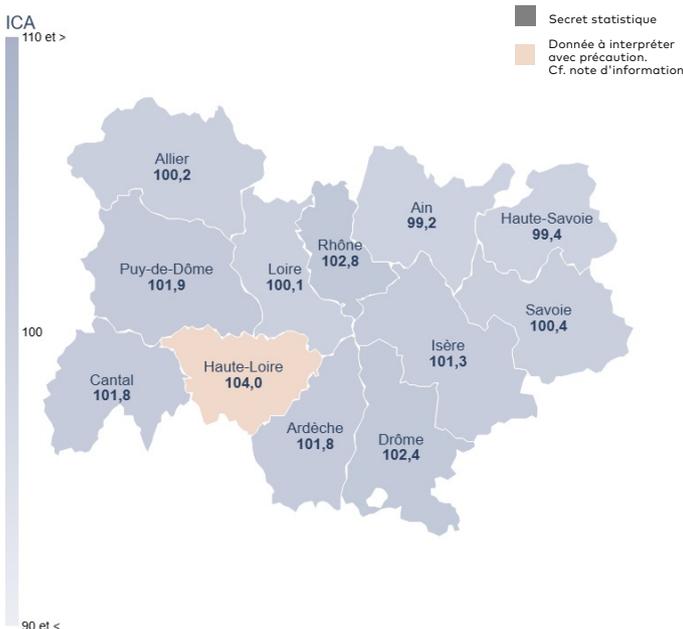
L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

- Au 3e trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 102 000 TPE-PME d'Auvergne-Rhône-Alpes de notre échantillon est de 101,3, soit une augmentation de chiffre d'affaires (CA) de 1,3% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023. La hausse fait suite à la baisse d'activité du 2e trimestre 2024. Cette performance les place au 2e rang du classement national avec un résultat supérieur de 1,2 point à la moyenne française. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une progression de CA de 0,5% depuis le début de l'année.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,1% en septembre 2024 sur les 12 derniers mois. La hausse des prix poursuit donc sa décélération. Cette diminution de l'inflation s'explique par la baisse des prix de l'énergie et le ralentissement de ceux des services.



+0,5 %
de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

La carte de la région



L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Lors du 3e trimestre 2024, les TPE-PME de tous les départements de la région voient leur chiffre d'affaires augmenter, à l'exception de celles de Haute-Savoie et de l'Ain.
- Les structures de Haute-Loire (+4% en valeur) et du Rhône (+2,8%) enregistrent les plus fortes progressions d'activité, suivies de celles de la Drôme (+2,4%), du Puy-de-Dôme (+1,9%), du Cantal (+1,8%) et de l'Ardèche (+1,8%). Quant aux entreprises d'Isère (+1,3%), de Savoie (+0,4%), de l'Allier (+0,2%) et de la Loire (+0,1%), elles affichent des hausses d'activité inférieures ou égales à la moyenne régionale (+1,3%).
- Les structures de Haute-Savoie (-0,6%) et de l'Ain (-0,8%) voient leur CA reculer durant la période.

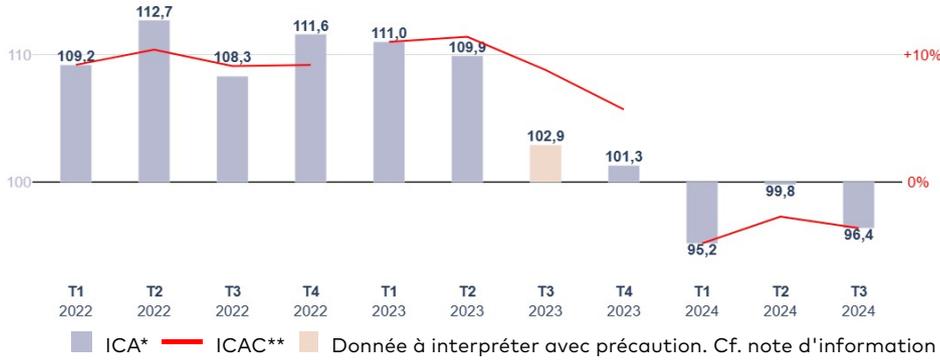
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.
**L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation (43.22B)

Les 894 entreprises des travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation enregistrent un troisième trimestre consécutif de diminution d'activité : -3,6% en valeur après -4,8% et -0,2% aux 1er et 2e trimestres 2024. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 3,6%. Elles sont pénalisées par l'effondrement du logement neuf et par le ralentissement de la dynamique dans le secteur de l'entretien-rénovation.



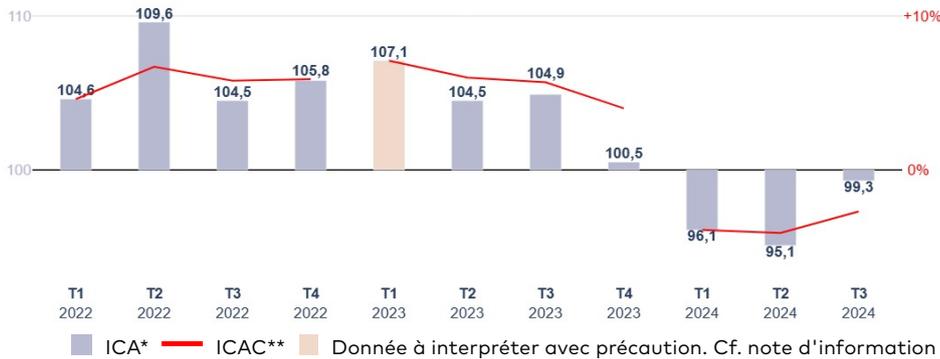
-3,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Travaux de menuiserie bois et PVC (43.32A)

Les 1 685 TPE-PME de la menuiserie de l'échantillon affichent une nouvelle réduction de leur CA, mais moins importante que lors des deux précédents trimestres : -0,7% en valeur lors du 3e trimestre 2024 après -3,9% et -4,9% aux 1er et 2e trimestres 2024. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 2,7%. Les entreprises du secteur subissent aussi les effets de la crise du logement neuf et le ralentissement du segment de l'amélioration entretien, qui touchent la plupart des corps de métier du bâtiment. Tendence confirmée par la CAPEB qui évoque une baisse du volume de production de 5% pour la menuiserie-serrurerie dans sa note de conjoncture du 3e trimestre 2024.



-2,7 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Travaux de menuiserie métallique et serrurerie (43.32B)

Après deux trimestres de baisse d'activité, les 619 entreprises de menuiserie métallique et serrurerie de l'échantillon voient leur activité stagner lors du 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, le CA chute de 1,9% par rapport à la même période de l'année précédente.



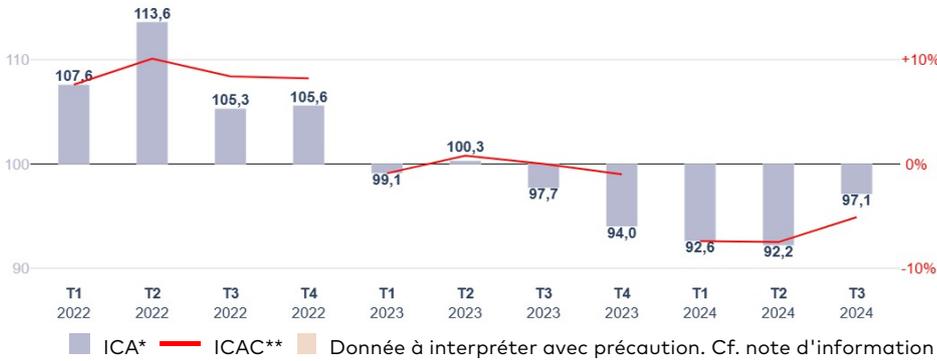
-1,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

Les 2 054 entreprises de maçonnerie de l'échantillon voient leur activité se replier pour le cinquième trimestre consécutif : -2,9% en valeur au 3e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 5,1%. La CAPEB confirme que ce corps de métier reste le plus touché, avec un recul du volume d'activité estimé à 6% au 3e trimestre. Il pâtit toujours du fort ralentissement de la construction neuve. En effet, la baisse des autorisations et des mises en chantier se poursuit et elle est particulièrement marquée pour les logements individuels purs. Si des signes de résilience apparaissent (baisse des taux, des prix des logements anciens, ...), le nombre de transactions reste en forte baisse sur un an : 783 000 ventes entre août 2023 et juillet 2024 soit -20% sur un an. Altas confirme les difficultés dans son étude sur les défaillances du 3e trimestre 2024, la maçonnerie connaît une hausse de 36% en glissement annuel (contre 26% pour l'ensemble de la construction).



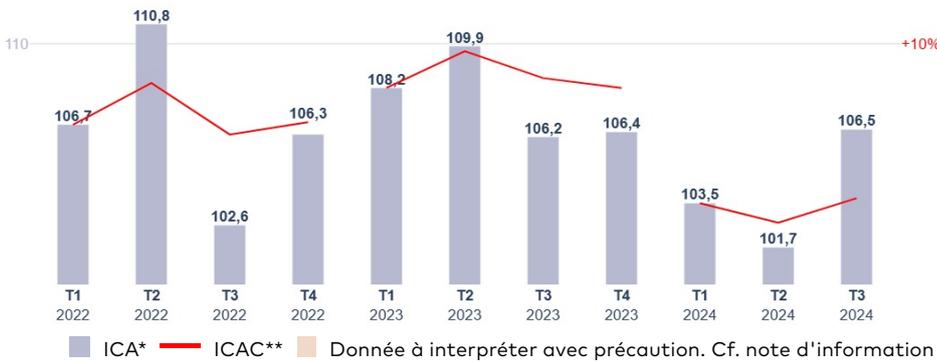
-5,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les 2 150 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon affichent un douzième trimestre consécutif de hausse d'activité (+6,5% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023) et une progression de 3,7% en cumulé depuis le début d'année. Selon le baromètre Mobilians-Solware, le CA reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi par la hausse des salaires. Selon Xerfi, le vieillissement du parc automobile et l'essor du leasing qui entraînent de plus fréquentes visites chez les professionnels, constituent des moteurs de croissance pour les entreprises du secteur. Par ailleurs, l'introduction de voitures plus modernes, équipées de dispositifs d'aides électroniques et de moteurs électriques, devrait entraîner une légère augmentation du chiffre d'affaires pour les garages d'ici 2030 selon une étude réalisée par le cabinet TCG Conseil pour Mobilians.



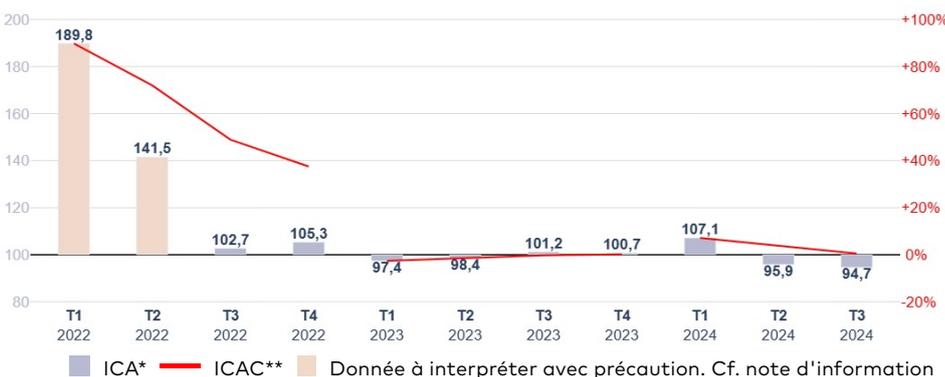
+3,7 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (47.64Z)

Les 680 commerces de sport de l'échantillon voient leur CA se réduire pour le second trimestre consécutif avec une baisse de 5,3% en valeur au 3e trimestre 2024 par rapport au 3e trimestre 2023. En cumulé depuis le début d'année, l'activité recule de 0,5%. Les ménages, dont le budget est impacté par l'inflation, sont amenés à réduire leurs achats d'articles de sport. Les magasins de sports ont toutefois bénéficié d'un effet « Jeux Olympiques » qui a entraîné une hausse des ventes d'équipement sportifs, notamment dans les grandes enseignes. La hausse des demandes d'inscription dans les clubs de sport pourrait aussi avoir un impact positif sur l'activité du secteur.



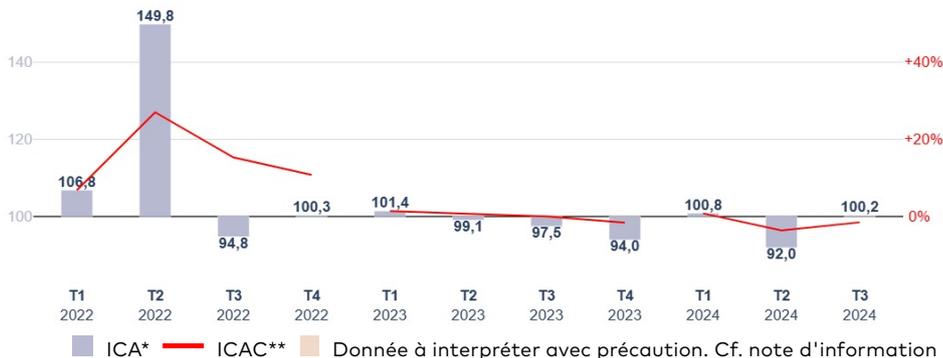
+0,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Les 1 036 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon enregistrent une hausse de CA de 0,2% en valeur au 3e trimestre 2024 mais une baisse de 1,5% en cumulé depuis le début d'année. La période inflationniste actuelle joue contre le secteur avec des ménages qui devraient, cette année encore, opérer des arbitrages au détriment de l'habillement. De plus, les entreprises du secteur font face à la concurrence toujours plus forte des plateformes en ligne de vente de seconde main, mais aussi des spécialistes de la vente en ligne et des grands acteurs de la vente directe depuis l'étranger.



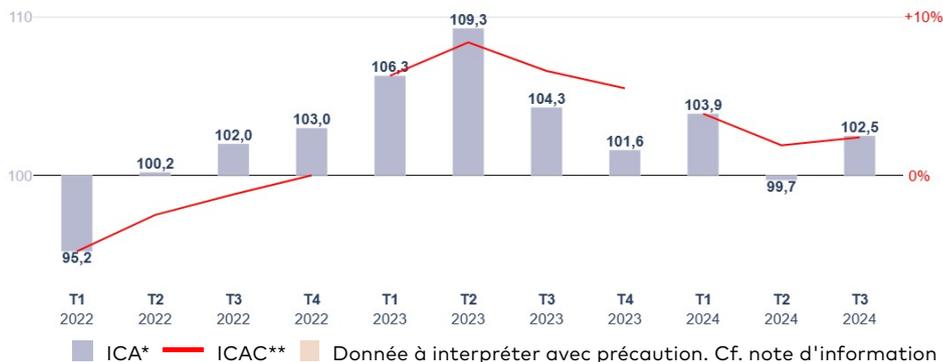
-1,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Après la baisse du précédent trimestre, l'activité des 710 opticiens de notre échantillon repart à la hausse avec une progression de 2,5% en valeur au 3e trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient leur CA augmenter de 2,4%. Le contexte inflationniste entraîne une augmentation des coûts pour les acteurs de la filière et des consommateurs qui descendent en gamme pour leurs lunettes. Par ailleurs, les conditions météorologiques défavorables durant le trimestre ont pu avoir un impact négatif sur les ventes de lunettes de soleil. Le secteur devrait néanmoins continuer à profiter d'une demande croissante pour des produits personnalisés de haute qualité, ainsi que d'une hausse de la demande liée au vieillissement de la population.



+2,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Les 584 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon poursuivent leur croissance avec une progression de CA de 6,1% en valeur au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient leur activité croître de 1,1%. Selon la Fédération nationale du transport routier, l'activité au 3e trimestre a stagné par rapport au précédent trimestre et devrait continuer de rester à un niveau bas jusqu'à la fin d'année. Elle indique également que les effectifs salariés ont diminué lors du 3e trimestre 2024 et continueront de baisser au 4e trimestre 2024, par rapport aux trimestres précédents. De plus, près de la moitié des entreprises du secteur rencontrent des difficultés de recrutement, d'après l'enquête de l'INSEE réalisée en juillet 2024.



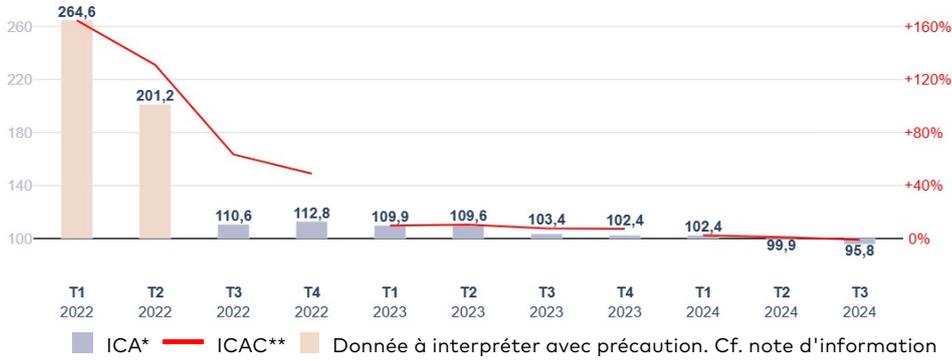
+1,1 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Hôtels et hébergement similaire (55.10Z)

Les 1 076 hôtels de l'échantillon voient leur CA se réduire de 4,2% en valeur lors du 3e trimestre 2024 et de 0,9% en cumulé depuis le début d'année. Selon l'INSEE, durant la période de mai à août, les hôtels ont affiché un déficit de fréquentation de 2,2 millions de nuitées par rapport à 2023, soit une diminution de 2,5%. Les clients venant de l'étranger sont moins nombreux à séjourner dans les hôtels qu'en 2023 (-2,3%), avec toutefois des disparités selon les pays de provenance. En effet, la clientèle européenne a été moins importante dans les hôtels qu'en 2023 (-14,3% pour les Britanniques, -6,2% pour les Italiens et -5,1% pour les Espagnols), tandis que la fréquentation de la clientèle extra-européenne a progressé (+14% pour les Américains).



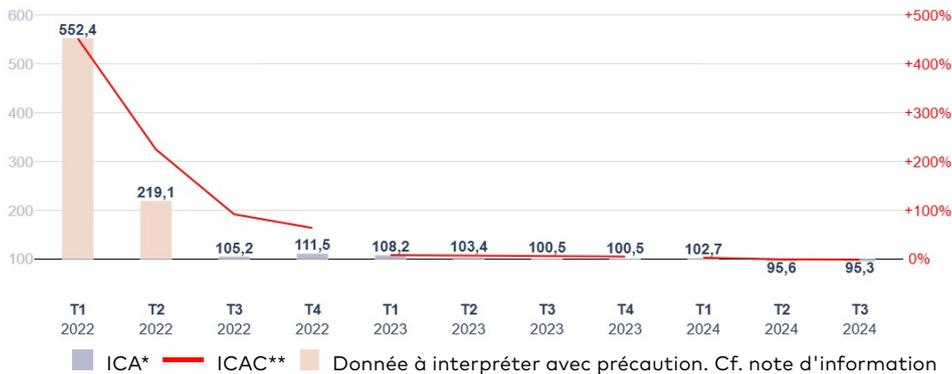
-0,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les 4 163 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur CA se réduire au 3e trimestre 2024 (-4,7%) après une baisse au 2e trimestre 2024 (-4,4%). En cumulé depuis le début d'année, la diminution atteint 0,8%. Selon la 20e Revue stratégique de Food Service Vision rendue publique mi-septembre, les performances du secteur ont été décevantes (malgré l'effet JO). Les conditions météorologiques défavorables et le contexte politique, qui a généré un réflexe attentiste des consommateurs, ont eu un impact négatif pour les entreprises du secteur. En outre, les difficultés sur le pouvoir d'achat continuent de peser sur l'activité : selon Atout France, 27% des Français déclarent être moins allés au restaurant cette année.



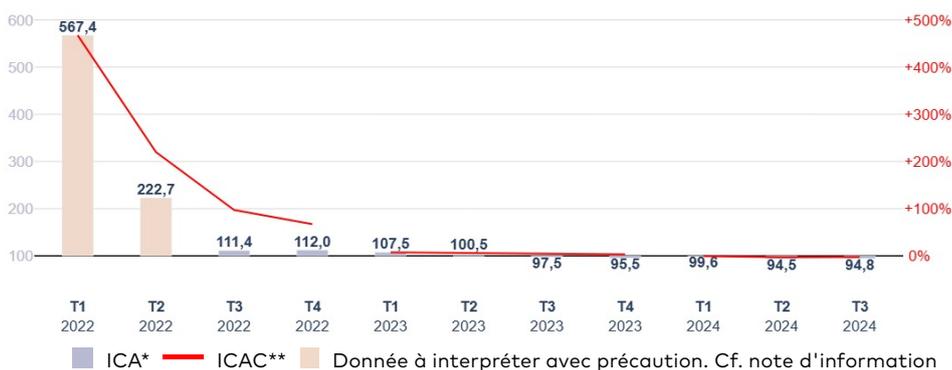
-0,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



Débites de boissons (56.30Z)

Les 1 218 débits de boissons de l'échantillon enregistrent une baisse de CA de 5,2% en valeur au 3e trimestre 2024 par rapport au 3e trimestre 2023, après une diminution de 5,5% au 2e trimestre 2024. C'est le cinquième trimestre consécutif de recul pour le secteur. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 2,6%. Les Français ont pu moins fréquenter les bars en raison des tensions actuelles qui pèsent sur leur pouvoir d'achat. Les entreprises du secteur peuvent cependant saisir la demande croissante en boissons sans alcool, telles que des bières, des spiritueux et des vins qui ne contiennent pas d'alcool, en élargissant leur offre en la matière.



-2,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 102 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr.

Infographie réalisée par :

